MOUVEMENT REPUBLICAIN POPULAIRE

ÉLECTEURS, ÉLECTRICES,

Vous allez élire le 18 novembre votre député pour cinq ans. Ces années seront décisives. La génération d'après guerre, la plus nombreuse en France depuis 100 ans, va arriver à l'âge d'homme et aux responsabilités.

Une transformation profonde de la France doit être entreprise dans ses structures politiques et économiques. Pour l'avenir nous vous proposons, en sollicitant vos suffrages, trois objectifs fondamentaux.

- **Une démocratie moderne.**
- **L'expansion économique pour permettre le progrès social et familial.**
- **L'unité de l'Europe pour assurer la paix, la sécurité et le progrès.**

-- **UNE DÉMOCRATIE MODERNE exige :**

un Gouvernement efficace
un Parlement utile
des Citoyens responsables.

Pour l'avenir, le gouvernement d'une nation moderne doit être fort, à l'abri de l'instabilité. Mais le Pouvoir ne doit pas être isolé et confié aux technocrates. Sans équilibre des Pouvoirs et sans l'appui de la Nation, il n'y a ni autorité ni démocratie véritable.

C'est pourquoi nous demandons que le Parlement exerce la plénitude de ses droits législatifs et de contrôle ; que les grandes forces de demain — **les syndicats et la jeunesse** — soient associées à une politique économique nationale.

Alors seulement, le vide politique qui menace la France sera comblé.

-- **L'EXPANSION ÉCONOMIQUE** doit se faire au bénéfice de tous les Français : **familles, salariés, agriculteurs, classes moyennes, retraités, jeunes...**

Le redressement financier, la stabilité monétaire n'ont été obtenus depuis 4 ans qu'aux dépens du niveau de vie de nombreuses catégories de Français : les vieux, les familles, les paysans. La justice sociale n'a pas été respectée.

Il s'agit d'abord de vouloir une véritable politique des revenus. Pour commencer il faut augmenter les ressources :

— des familles en rattrapant le retard pris par les allocations familiales sur les salaires ;

— des personnes âgées dont les prestations sont restées anormalement basses ainsi que le plafond de leur versement ;

— des ouvriers retraités par un meilleur calcul du montant de la retraite et l'octroi de cette retraite à 60 ans dans les professions pénibles ;

— les serviteurs de l'État ne doivent plus être les parents pauvres.

- Il faut hâter la suppression définitive des zones de salaires.

- Il faut que l'État donne à chaque région un équipement routier, ferroviaire et fluvial, adapté à ses besoins et à ses possibilités pour assurer le développement régional.

La Communauté Européenne doit normalement favoriser l'expansion de notre région placée au carrefour de grands itinéraires naturels,mais il faut équiper ces voies, accélérer la construction de l'autoroute Paris-Marseille, entreprendre celle de Lyon à la Lorraine, établir une voie d'eau moderne de la Méditerranée à la Mer du Nord.

L'aménagement du territoire est la clef de tout l'avenir économique et social français.

Dijon a manqué depuis 10 ans son industrialisation parce que des « forces conservatrices » ont fait échouer les projets les plus importants : les Dijonnais le savent bien et connaissent les noms des entreprises en question.

Le M.R.P. agira pour qu'une industrialisation urgente et importante soit réalisée dans les années prochaines.

Afin de

— fournir des emplois à la jeunesse née après la guerre. En effet, malgré les affirmations de certains administrateurs locaux, les implantations d'industries annoncées ne fourniront que le tiers des prévisions initiales, soit environ 3.000 emplois pour les 5 prochaines années.

— faire accroître les niveaux de vie. Actuellement les salaires distribués à Dijon restent très inférieurs à ceux couramment appliqués dans les régions les plus industrialisées de notre pays.

Cette industrialisation **nécessaire** ne pourra être réalisée que :

— Par un accroissement du rythme de la construction ; 3.000 logements doivent être réalisés **annuellement** pour couvrir les besoins, alors que les constructions terminées sont de l'ordre de 1.200 seulement. L'effort doit porter essentiellement sur des **logements locatifs et H.L.M.** pour les familles les plus déshéritées et pour les étudiants mariés et célibataires.

— Par un renforcement du rôle intellectuel et universitaire de Dijon. Les plus graves insuffisances sont dans l'enseignement technique et secondaire.

En effet, de nouvelles industries ne viendront s'implanter dans notre région qu'à la condition de trouver des ingénieurs, techniciens et des cadres formés.

Le développement de l'agglomération dijonnaise qui se réalise présentement, d'une manière anarchique, devra nécessairement être pensé au sein d'un **DISTRICT URBAIN** où, **DÉMOCRATIQUEMENT,** les municipalités des communes sub-urbaines et de Dijon résoudront les questions capitales (logement, transport...) pour le bien-être de la population.

Il faut donner tout son sens à la planification de l'économie et

— accélérer la décentralisation industrielle par les stimulants fiscaux et financiers trop peu utilisés jusqu'ici,

— prévoir une réforme du crédit et une utilisation plus rationnelle de l'épargne française insuffisamment investie,

— soutenir les réformes de structure indispensables à la modernisation de l'agriculture et à la mise à parité des agriculteurs avec les autres catégories sociales. La France ne devrait pas craindre les belles récoltes pour lesquelles existent de vastes débouchés chez tous nos voisins.

Il faut aider la libre entreprise agricole du type familial à s'épanouir dans des exploitations viables avec l'aide des sociétés foncières pour éviter une concentration de la terre entre les mains de quelques-uns ; il faut régionaliser les investissements, adapter les crédits aux diverses productions, pratiquer une politique du juste prix,

— mettre en place de **véritables conseils économiques et SOCIAUX** à la tête de chaque région dotés de pouvoirs d'information et éventuellement de décisions les plus larges.

-- **L'EUROPE UNIE** seule, permettra d'assurer
— notre développement
— notre sécurité.

Seul, un véritable **gouvernement européen** pourra définir et appliquer une politique européenne commune afin que l'agriculture française garde le bénéfice des accords de Bruxelles et améliore ses débouchés ; que soit accélérée l'harmonisation des salaires ; que soient réalisées une coordination de l'énergie et une harmonisation des investissements qui évitent le gaspillage.

Sa sécurité ne peut être garantie **que dans le cadre d'une défense européenne commune**. C'est pourquoi le M.R.P. s'est déclaré hostile au principe d'une force de frappe atomique strictement nationale.

La France de demain a besoin d'institutions équilibrées, de parlementaires dynamiques et compétents, d'une économie rénovée.

Fidèle à la Démocratie,
cette grande tâche de l'avenir, nous vous demandons de l'entreprendre avec nous.
Faites confiance aux CANDIDATS du M.R.P.

René DUMAS

Commerçant
Président de la Fédération M.R.P. de la Côte-d'Or
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de Guerre 1939-1945

Suppléant :

Jacques PETER

Employé S.N.C.F.
Militant d'action familiale et sociale
Croix de Guerre 1939-1945

BERNIGAUD & PRIVAT - Dijon